

**RAPPORT DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE DES
ÉTATS PARTIES AU PROTOCOLE II MODIFIÉ, ANNEXÉ À LA
CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE
L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT
ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT DES EFFETS
TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU FRAPPANT SANS DISCRIMINATION**

Genève, 11 décembre 2002

DOCUMENT FINAL

PREMIÈRE PARTIE

Genève, 2002

PREMIÈRE PARTIE*

RAPPORT FINAL DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>Paragraphes</u> | <u>Page</u> |
|--|--------------------|-------------|
| I. INTRODUCTION | 1 - 3 | 1 |
| II. ORGANISATION DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE | 4 - 11 | 1 |
| III. TRAVAUX DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE | 12 - 18 | 2 |
| IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS..... | 19 - 23 | 4 |

Annexes

| | | |
|---|--|----|
| i. Ordre du jour de la quatrième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination | | 6 |
| ii. Proposition et simplification des rapports annuels nationaux, établie par la Suisse | | 7 |
| iii. Appel lancé par les États parties au Protocole II modifié, annexé à la Convention sur certaines armes classiques, à l'occasion de leur quatrième Conférence annuelle..... | | 16 |
| iv. Ordre du jour provisoire de la cinquième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou frappant sans discrimination..... | | 17 |
| v. Coûts estimatifs de la cinquième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou frappant sans discrimination..... | | 18 |

* La deuxième partie, comprenant le texte des comptes rendus analytiques, sera publiée ultérieurement, lorsque ces derniers seront disponibles.

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

| | <u>Paragraphes</u> | <u>Page</u> |
|---|--------------------|-------------|
| vi. Liste des documents | | 20 |
| vii. Liste des États qui ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole II modifié, annexé à la Convention sur certaines armes classiques..... | | 21 |

**RAPPORT DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE DES
ÉTATS PARTIES AU PROTOCOLE II MODIFIÉ, ANNEXÉ À LA
CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE
L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT
ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT DES EFFETS
TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU FRAPPANT SANS DISCRIMINATION**

I. INTRODUCTION

1. L'article 13 du Protocole modifié sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs (Protocole II modifié), tel qu'il a été adopté le 3 mai 1996 par la Conférence des Parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Convention sur certaines armes classiques), prévoit que les États parties à ce Protocole tiendront chaque année une conférence afin de se consulter et de coopérer entre eux pour toutes questions concernant cet instrument.
2. Dans sa résolution 56/28, adoptée le 29 novembre 2001, l'Assemblée générale des Nations Unies a noté avec satisfaction la convocation, le 10 décembre 2001, de la troisième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié, conformément à l'article 13 dudit Protocole, et a demandé à tous les États parties au Protocole II modifié d'examiner notamment, lors de cette conférence, la question de la tenue de la quatrième Conférence annuelle en 2002.
3. En application du paragraphe 3 de la résolution 56/28 de l'Assemblée générale, la troisième Conférence annuelle a examiné la question de la convocation de la quatrième Conférence annuelle en 2002 et a décidé que la question des dates et de la durée seraient examinées à la deuxième Conférence d'examen de la Convention. Elle a également décidé qu'une réunion préparatoire ne serait pas nécessaire pour la quatrième Conférence annuelle. La troisième Conférence annuelle est convenue de recommander pour celle-ci l'ordre du jour provisoire figurant à l'annexe IV de son document final (CCW/AP.II/CONF.3/4). En outre, elle a examiné les coûts estimatifs de la quatrième Conférence annuelle et recommandé que ceux-ci soient adoptés au moment de la Conférence annuelle de 2002 (CCW/AP.II/CONF.3/4, annexe V). La deuxième Conférence d'examen de la Convention, qui s'est tenue du 11 au 21 décembre 2001, a décidé que la quatrième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié pourrait s'ouvrir le 11 décembre 2002.

II. ORGANISATION DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE

4. La quatrième Conférence annuelle a été ouverte le 11 décembre 2002 par le Président de la troisième Conférence annuelle, l'Ambassadeur de Suisse, M. Christian Faessler.
5. À la première séance, le 11 décembre 2002, l'Ambassadeur de Suisse, M. Christian Faessler, a été réélu Président de la quatrième Conférence annuelle par acclamation. En outre, l'Ambassadeur de Bulgarie, M. Dimitar Tzantchev et l'Ambassadeur de Chine, M. Sha Zukang, ont été élus Vice-Présidents.

6. Toujours à la première séance, M. Vladimir Bogomolov, spécialiste des questions politiques au Service de Genève du Département des affaires de désarmement, a été nommé aux fonctions de Secrétaire général de la Conférence. M. Bantan Nugroho, lui aussi spécialiste des questions politiques audit Service, a fait office de Secrétaire de la quatrième Conférence annuelle.

7. Les 48 États dont le nom suit, qui ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole II modifié, ont participé aux travaux de la Conférence: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chine, Costa Rica, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Irlande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Maroc, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Slovaquie, Suède, Suisse et Ukraine.

8. Trois États signataires – l'Égypte, le Nigéria et la Turquie – ont également participé aux travaux de la Conférence.

9. Les 19 États dont le nom suit, qui ne sont pas parties au Protocole II modifié, ont participé aux travaux de la Conférence en tant qu'observateurs: Arabie saoudite, Chili, Chypre, Cuba, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Honduras, Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Liban, Malte, Mongolie, Pologne, République dominicaine, République fédérale de Yougoslavie, Roumanie, Singapour et Sri Lanka.

10. Les représentants du Centre international de déminage humanitaire de Genève, de la Commission européenne, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) et du Service de l'action antimines de l'ONU ont également participé aux travaux de la Conférence.

11. Des représentants de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, d'Handicap International (Belgique), d'Handicap International (France), de Human Rights Watch, de l'Initiative allemande pour l'interdiction des mines terrestres, de Landmine Action, du Mennonite Central Committee et de Mines Action Canada ont assisté aux séances publiques de la Conférence.

III. TRAVAUX DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE

12. À sa première séance plénière, le 11 décembre 2002, la Conférence a adopté son ordre du jour, tel qu'il est reproduit à l'annexe I, et a noté que le règlement intérieur des Conférences annuelles des États parties au Protocole II modifié, qui avait été adopté à la première Conférence annuelle, de 1999, lu conjointement avec la déclaration faite par le Président à l'occasion de l'adoption de ce règlement intérieur, s'appliquait *mutatis mutandis* à la quatrième Conférence annuelle.

La Conférence a décidé de modifier les articles 3 et 7 du règlement intérieur de manière à porter de deux à trois le nombre de vice-présidents et à assurer ainsi une représentation équilibrée des groupes d'États au sein du Bureau de la Conférence.

L'article 3 modifié se lira comme suit:

«La Conférence élit parmi les États parties participant à la Conférence un Président et trois Vice-Présidents de la Conférence. Elle les choisit de manière à assurer le caractère représentatif du Bureau de la Conférence constitué conformément à l'article 7.»

L'article 7 modifié se lira comme suit:

«Le Bureau de la Conférence comprend le Président de la Conférence, qui le préside, les trois Vice-Présidents de la Conférence et les Présidents de tous organes subsidiaires.»

13. À la même séance, les dispositions visant à pourvoir aux coûts de la Conférence, telles qu'elles figurent dans le document CCW/AP.II/CONF.3/1, ont été adoptées.

14. Toujours à la même séance, la Conférence a décidé d'effectuer ses travaux en séances plénières.

15. À la même séance, la Conférence a entendu un message du Secrétaire général de l'ONU, dont a donné lecture M. Enrique Román-Morey, Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement et Directeur du Service de Genève du Département des affaires de désarmement.

16. Les délégations des États ci-après ont participé à l'échange de vues général: Argentine, Australie, Cambodge, Canada, Chine, Costa Rica, Croatie, Danemark (au nom de l'Union européenne et des États qui lui sont associés), États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Inde, Israël, Japon, Pakistan, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Suisse, Turquie et Ukraine.

Les représentants de Human Rights Watch et de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres sont aussi intervenus.

Les déclarations faites au cours de l'échange de vues général sont résumées dans les comptes rendus analytiques des séances, qui seront publiés ultérieurement en tant que partie du document final de la Conférence.

17. Conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole, la Conférence était saisie de 42 rapports nationaux annuels, qui avaient été communiqués par les États dont le nom suit: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine (2), Australie, Autriche, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chine, Croatie, Danemark, Espagne (2), Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Slovaquie, Suède, Suisse et Ukraine. Ces rapports contenaient des renseignements sur les éléments suivants:

- a) La diffusion d'informations sur le Protocole aux forces armées et à la population civile;
- b) Le déminage et les programmes de réadaptation;

- c) Les mesures prises pour satisfaire aux exigences techniques du Protocole et toutes autres informations utiles y relatives;
- d) Les textes législatifs ayant un rapport avec le Protocole;
- e) Les mesures prises concernant l'échange international d'informations techniques, la coopération internationale au déminage ainsi que la coopération et l'assistance techniques;
- f) D'autres points pertinents;
- g) Les renseignements sur le déminage à fournir pour la base de données de l'ONU.

18. Afin de faciliter les débats au titre du point 9 de l'ordre du jour, intitulé «Examen des questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié», la délégation suisse a présenté un document intitulé «Tableau récapitulatif des rapports annuels nationaux», dans lequel étaient analysés les rapports présentés par les États parties en 2002. Les participants ont accueilli avec satisfaction ce document, qui est reproduit à l'annexe II.

La Suisse a proposé d'ajouter aux rapports annuels nationaux une feuille résumant la situation, afin de simplifier la communication desdits rapports. Cette proposition devrait donner lieu à l'adoption d'une décision à la cinquième Conférence annuelle (voir l'annexe II).

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

19. À sa deuxième séance, le 11 décembre 2002, la Conférence a décidé de lancer un appel à tous les États qui ne l'auraient pas encore fait afin qu'ils prennent toutes les mesures requises pour adhérer au plus vite au Protocole II modifié. Le texte de cet appel est reproduit dans l'annexe III.

20. La Conférence a recommandé que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Dépositaire du Protocole II modifié, et le Président de la Conférence, au nom des États parties, exercent leur influence en vue de la réalisation de l'objectif d'universalité de cet instrument. À cette fin, la Conférence a demandé au Président d'envisager de faire rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies, lors de sa cinquante-huitième session, sur ce qu'il aurait entrepris et obtenu. Elle a aussi engagé les États parties à encourager les États de leur région à adhérer au Protocole II modifié.

21. La Conférence a décidé que le Président et les Vice-Présidents entrants seraient désignés à la fin de la Conférence en cours afin d'assurer la continuité des travaux préparatoires menés par la présidence. En conséquence, la Conférence a décidé de désigner l'Ambassadeur de Bulgarie, M. Tzanchev, comme Président de la Conférence annuelle des États parties qui se tiendra en 2003 et les représentants de l'Afrique du Sud, de la Chine et de la Suisse, comme Vice-Présidents.

22. La Conférence a examiné la question de la tenue de la cinquième Conférence annuelle, en 2003; elle a décidé que la question des dates et de la durée serait abordée à la Réunion des États parties à la Convention, prévue pour les 12 et 13 décembre 2002. Elle a aussi décidé qu'une réunion préparatoire n'était pas nécessaire pour la cinquième Conférence annuelle.

La Conférence est convenue de recommander à celle-ci l'ordre du jour provisoire dont le texte est reproduit à l'annexe IV. En outre, elle a examiné les coûts estimatifs de la cinquième Conférence annuelle et en a recommandé l'adoption lors de la Conférence en 2003 (annexe V).

23. À sa dernière séance, le 11 décembre 2002, la quatrième Conférence annuelle a adopté le projet de rapport figurant dans le document CCW/AP.II/CONF.4/CRP.1, avec des modifications faites oralement. Le texte de son rapport est publié sous la cote CCW/AP.II/CONF.4/3.

Annexe I

Ordre du jour de la quatrième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

1. Ouverture de la quatrième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination
2. Élection du Président de la Conférence et des autres membres des bureaux
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Nomination du Secrétaire général de la Conférence
5. Adoption de dispositions pour pourvoir aux coûts de la Conférence
6. Organisation des travaux, y compris ceux de tous organes subsidiaires de la Conférence
7. Échange de vues général (plénière)
8. Examen du fonctionnement et de l'état du Protocole
9. Examen des questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié
10. Examen de l'évolution des technologies, aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination
11. Rapports de tous organes subsidiaires
12. Questions diverses
13. Examen et adoption des documents finals

Annexe II

Proposition

Simplification de la communication des rapports annuels nationaux à présenter en application de l'article 13, paragraphe 4, du Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996, annexé à la Convention – Proposition devant donner lieu à l'adoption d'une décision à la cinquième Conférence annuelle

Établie par la Suisse

Rapports à présenter

Chaque État partie est appelé, en application de l'article 13, paragraphe 4, du Protocole II modifié, à présenter au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, avant la conférence annuelle des Hautes Parties contractantes, un rapport sur l'une quelconque des questions suivantes: a) la diffusion d'informations sur le Protocole à ses forces armées et à la population civile; b) le déminage et les programmes de réadaptation; c) les mesures prises pour satisfaire aux exigences techniques du Protocole et toutes autres informations utiles y relatives; d) les textes législatifs ayant un rapport avec le Protocole; e) les mesures prises concernant l'échange international d'informations techniques, la coopération internationale au déminage ainsi que la coopération et l'assistance techniques; f) d'autres points pertinents. Lors d'une conférence ultérieure des Hautes Parties contractantes, il a été décidé que les États parties complèteraient leur rapport par les renseignements supplémentaires sur le déminage à fournir pour la base de données de l'ONU.

L'idée d'un résumé

Les formules pour les rapports à présenter en application de l'article 13, paragraphe 4, du Protocole II modifié sont au nombre de huit (A à G et page de couverture). Les États parties apportent sur chaque formule des données et renseignements particuliers qui peuvent changer d'une année sur l'autre ou demeurer inchangés pendant plusieurs années. Au lieu de présenter année après année des formules contenant des renseignements et données identiques, les États parties pourraient se contenter d'indiquer sur une feuille résumant la situation que les renseignements à fournir pour l'année en cours sur l'une ou l'autre des formules n'ont pas changé par rapport à l'année précédente, et se dispenser de remplir la ou les formules considérées. En d'autres termes, ils pourraient ne remettre que le nouveau résumé, la page de couverture et les formules contenant des renseignements nouveaux. La feuille d'information pourrait se présenter comme suit:

Renseignements pour la période allant du jj/mm/aaaa au jj/mm/aaa

- Formule A:** Diffusion d'informations: ont changé
 restent inchangés (dernier rapport: aaaa)
- Formule B:** Déménagement et programmes de réadaptation: ont changé
 restent inchangés (dernier rapport: aaaa)
- Formule C:** Exigences techniques et informations utiles y relatives: ont changé
 restent inchangés (dernier rapport: aaaa)
- Formule D:** Textes législatifs: ont changé
 restent inchangés (dernier rapport: aaaa)
- Formule E:** Échange international d'informations techniques, coopération au déminage, coopération et assistance techniques: ont changé
 restent inchangés (dernier rapport: aaaa)
- Formule F:** Autres points pertinents: ont changé
 restent inchangés (dernier rapport: aaaa)
- Formule G:** Renseignements sur le déminage à fournir pour la base de données de l'ONU: ont changé
 restent inchangés (dernier rapport: aaaa)

Suite de l'annexe II

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RAPPORTS ANNUELS NATIONAUX

Analyse des rapports annuels nationaux pour 2002

Établie par la Suisse

| PAYS | DATE DE SOUMISSION | FORMULE | INFORMATIONS | QUESTIONS DE FOND ABORDÉES | | | | | | | LANGUE |
|--------------------|--------------------|--|--|----------------------------|-----------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|-----------|----------|
| | | | | Formule A | Formule B | Formule C | Formule D | Formule E | Formule F | Formule G | |
| | | <i>Emploi des formules de présentation proposées</i> | <i>Les informations peuvent être communiquées aux autres parties intéressées</i> | | | | | | | | |
| Albanie | | | | | | | | | | | |
| Argentine | Nov. 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Espagnol |
| Australie | Nov. 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Autriche | Nov. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Bangladesh | | | | | | | | | | | |
| Belgique | | | | | | | | | | | |
| Bolivie | | | | | | | | | | | |
| Bosnie-Herzégovine | | | | | | | | | | | |
| Bésil | Nov. 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Bulgarie | Oct. 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |

| PAYS | DATE DE SOUMISSION | FORMULE | INFORMATIONS | QUESTIONS DE FOND ABORDÉES | | | | | | | LANGUE |
|--------------------|--------------------|--|--|----------------------------|-----------|-----------|--------------------|----------------------------|--------------------|-----------|---------------------|
| | | | | Formule A | Formule B | Formule C | Formule D | Formule E | Formule F | Formule G | |
| | | <i>Emploi des formules de présentation proposées</i> | <i>Les informations peuvent être communiquées aux autres parties intéressées</i> | | | | | | | | |
| *Cambodge | Juill. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Canada | Oct. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais et français |
| Cap-Vert | | | | | | | | | | | |
| Chine | Déc. 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Aucune information | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Aucune information | Oui | Chinois |
| Colombie | | | | | | | | | | | |
| Costa Rica | | | | | | | | | | | |
| Croatie | Déc. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| République tchèque | Oct. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Danemark | Oct. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Équateur | | | | | | | | | | | |
| El Salvador | | | | | | | | | | | |
| Estonie | Oct. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |

| PAYS | DATE DE SOUMISSION | FORMULE | INFORMATIONS | QUESTIONS DE FOND ABORDÉES | | | | | | | LANGUE |
|-------------|--------------------|--|--|----------------------------|-----------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|-----------|---------|
| | | | | Formule A | Formule B | Formule C | Formule D | Formule E | Formule F | Formule G | |
| | | <i>Emploi des formules de présentation proposées</i> | <i>Les informations peuvent être communiquées aux autres parties intéressées</i> | | | | | | | | |
| Finlande | Sept. 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| France | Oct. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Allemagne | Oct. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| *Grèce | Mars 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Guatemala | | | | | | | | | | | |
| Saint-Siège | Oct. 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| *Hongrie | Mai 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Inde | Nov. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Irlande | Oct. 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Israël | Nov. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |

| PAYS | DATE DE SOUMISSION | FORMULE | INFORMATIONS | QUESTIONS DE FOND ABORDÉES | | | | | | | LANGUE |
|-----------------------|--------------------|--|--|----------------------------|-----------|-----------|-----------|----------------------------|--------------------|--------------------|----------|
| | | | | Formule A | Formule B | Formule C | Formule D | Formule E | Formule F | Formule G | |
| | | <i>Emploi des formules de présentation proposées</i> | <i>Les informations peuvent être communiquées aux autres parties intéressées</i> | | | | | | | | |
| Italie | Nov. 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Japon | Nov. 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Jordanie | | | | | | | | | | | |
| République de Corée | Oct. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Lettonie | Nov. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| *Liechtenstein | Juill. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Lituanie | Oct. 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Luxembourg | | | | | | | | | | | |
| Maldives | | | | | | | | | | | |
| Mali | | | | | | | | | | | |
| République de Moldova | | | | | | | | | | | |
| *Monaco | Août 2002 | Envisage un dispositif autre que les formules | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Aucune information | Aucune information | Français |

| PAYS | DATE DE SOUMISSION | FORMULE | INFORMATIONS | QUESTIONS DE FOND ABORDÉES | | | | | | | LANGUE |
|------------------|--------------------|--|--|----------------------------|-----------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|-----------|---------|
| | | | | Formule A | Formule B | Formule C | Formule D | Formule E | Formule F | Formule G | |
| | | <i>Emploi des formules de présentation proposées</i> | <i>Les informations peuvent être communiquées aux autres parties intéressées</i> | | | | | | | | |
| Maroc | | | | | | | | | | | |
| Mozambique | | | | | | | | | | | |
| Nauru | | | | | | | | | | | |
| Pays-Bas | Oct. 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | |
| Nouvelle-Zélande | Nov. 2002 | Oui | Formules B, C, D, E, F et G | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Nicaragua | | | | | | | | | | | |
| Norvège | Oct. 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Pakistan | Oct. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Panama | | | | | | | | | | | |
| Pérou | | | | | | | | | | | |
| Philippines | Oct. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Portugal | Nov. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Sénégal | | | | | | | | | | | |
| Seychelles | | | | | | | | | | | |

| PAYS | DATE DE SOUMISSION | FORMULE | INFORMATIONS | QUESTIONS DE FOND ABORDÉES | | | | | | | LANGUE |
|-----------------------|--------------------|--|--|----------------------------|-----------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|-----------|----------|
| | | | | Formule A | Formule B | Formule C | Formule D | Formule E | Formule F | Formule G | |
| | | <i>Emploi des formules de présentation proposées</i> | <i>Les informations peuvent être communiquées aux autres parties intéressées</i> | | | | | | | | |
| Slovaquie | Oct. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Slovénie | | | | | | | | | | | |
| **Afrique du Sud | Déc. 2002 | | | | | | | | | | |
| Espagne | Oct. 2002 | Oui | Aucune information | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Espagnol |
| Suède | Oct. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Suisse | Oct. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Tadjikistan | | | | | | | | | | | |
| Ukraine | Oct. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Russe |
| Royaume-Uni | Déc. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| États-Unis d'Amérique | Nov. 2002 | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | 1) Oui 2) Oui 3) Oui | Oui | Oui | Anglais |
| Uruguay | | | | | | | | | | | |

Légende:

*(Pays): Le rapport couvre la période 2001.

** (Pays): Rien de nouveau à signaler.

Formule A: Diffusion d'informations.

Formule B: Déminage et programme de réadaptation.

Formule C: Exigences techniques et informations utiles y relatives.

Formule D: Textes législatifs.

Formule E: Échange international d'informations techniques, coopération au déminage, coopération et assistance techniques.

Formule F: Autres points pertinents.

Formule G: Renseignements sur le déminage à fournir pour la base de données de l'ONU.

Annexe III

Appel lancé par les États parties au Protocole II modifié, annexé à la Convention sur certaines armes classiques, à l'occasion de leur quatrième Conférence annuelle

Nous, les États qui avons notifié au Dépositaire notre consentement à être liés par le Protocole II modifié annexé à la Convention sur certaines armes classiques, réunis à Genève le 11 décembre 2002 pour notre quatrième Conférence annuelle,

Ayant à l'esprit la contribution importante qu'apporte le Protocole II modifié aux efforts internationaux visant à atténuer les souffrances causées par certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination,

Notant que le Protocole II modifié est le seul instrument juridique international qui couvre tous les types de mines, pièges et autres dispositifs,

Ayant fait le point du fonctionnement et de l'état du Protocole II modifié conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 3 de l'article 13,

Ayant examiné les rapports annuels nationaux présentés par les États qui ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole II modifié,

Constatons avec satisfaction le fait que, depuis la première Conférence annuelle tenue en décembre 1999, 24 nouveaux États ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole II modifié, ce qui porte à 69 le nombre total des États qui ont accepté cet instrument;

Soulignons qu'il importe d'assurer l'acceptation la plus large possible du Protocole II modifié;

Demandons instamment à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de prendre toutes les mesures voulues en vue d'y adhérer le plus tôt possible.

Annexe IV

Ordre du jour provisoire de la cinquième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

26 novembre 2003

1. Ouverture de la cinquième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié, annexé à la Convention sur l'interdiction et la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination
2. Élection du Président de la Conférence et des autres membres des bureaux
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Nomination du Secrétaire général de la Conférence
5. Adoption de dispositions pour pourvoir aux coûts de la Conférence
6. Organisation des travaux, y compris ceux de tous organes subsidiaires de la Conférence
7. Échange de vues général (plénière)
8. Examen du fonctionnement et de l'état du Protocole
9. Examen des questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié
10. Examen de l'évolution des technologies, aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination
11. Rapports de tous organes subsidiaires
12. Questions diverses
13. Examen et adoption des documents finals

Annexe V

Coûts estimatifs de la cinquième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

Note du secrétariat

1. La quatrième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, qui s'est tenue à Genève le 11 décembre 2002, a décidé que la cinquième Conférence annuelle des États parties serait convoquée le 26 novembre 2003 et durerait une journée.
2. Le présent document, qui est soumis en application de la décision susmentionnée, indique les coûts estimatifs de ladite Conférence, qui s'élèvent à 198 700 dollars des États-Unis. On trouvera dans le tableau ci-joint une ventilation de ces coûts.
3. Il y a lieu de noter que les montants estimatifs ont été établis compte tenu de l'expérience passée et du volume de travail prévu. Les coûts effectifs seront calculés après la clôture de la Conférence, quand le volume de travail exact sera connu. Tous ajustements des contributions dues par les participants partageant les coûts seront alors opérés en conséquence.
4. Quant aux dispositions financières suivant la pratique établie précédemment pour des conférences et réunions connexes portant sur des instruments multilatéraux relatifs au désarmement et entérinée par les règlements intérieurs de ces conférences et réunions, les coûts sont couverts par les États parties qui y participent, selon le barème des quotes-parts de l'ONU, ajusté au prorata du nombre desdits États. Les États qui ne sont pas parties aux instruments considérés et qui acceptent l'invitation à prendre part auxdites conférences et réunions participent aux coûts à hauteur du taux établi à leur égard par le barème des quotes-parts de l'ONU.
5. Des avis de recouvrement seront établis sur la base du montant total des coûts estimatifs et de la formule de partage des coûts énoncés ci-dessus, sous réserve que les États parties approuvent ces coûts et cette formule. Comme les activités considérées ne doivent pas avoir d'incidences financières sur le budget ordinaire de l'ONU, il incombe aux États parties de payer leur part du montant estimatif dès réception des avis de recouvrement.

**CINQUIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE DES ÉTATS PARTIES AU PROTOCOLE SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE
L'EMPLOI DES MINES, PIÈGES ET AUTRES DISPOSITIFS, TEL QU'IL A ÉTÉ MODIFIÉ LE 3 MAI 1996,
ANNEXÉ À LA CONVENTION SUR CERTAINES ARMES CLASSIQUES**

GENÈVE, 26 NOVEMBRE 2003

(Montants en dollars des États-Unis)

| Services de conférence | Service des séances | Documentation à établir avant la session | Documentation à établir au cours de la session | Comptes rendus analytiques | Documentation à établir après la session | Services d'appui | Divers | Total* |
|--|---------------------|--|--|----------------------------|--|------------------|--------|---------|
| Interprétation et services des séances | 10 189 | | | | | | | 10 189 |
| Traduction de la documentation | | 32 395 | 64 964 | 30 679 | 33 439 | | | 161 476 |
| Services d'appui | | | | | | 1 078 | | 1 078 |
| Divers | | | | | | | 2 680 | 2 680 |
| Total | 10 189 | 32 395 | 64 964 | 30 679 | 33 439 | 1 078 | 2 680 | 175 423 |

* au taux de USD 1 = CHF 1,50

| | |
|--|----------------|
| A. Total des coûts des services de conférence (y compris les dépenses d'appui au programme, de 13 %) | 175 423 |
| B. Total des coûts autres que ceux des services de conférence: | |
| 1) Un P-3 pendant trois mois | 19 654 |
| 2) Un G-4 pendant une semaine | 924 |
| Sous-total | 20 578 |
| Dépenses d'appui au programme (13 % de B) | 2 675 |
| Sous-total B | 23 253 |
| Total général (arrondi) A+B | <u>198 700</u> |

Annexe VI

Liste des documents

| | |
|-------------------------|--|
| CCW/AP.II/CONF.4/1 | Ordre du jour provisoire de la quatrième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination |
| CCW/AP.II/CONF.4/2 | Réponses d'États Membres de l'ONU |
| CCW/AP.II/CONF.4/3 | Rapport de la quatrième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination |
| CCW/AP.II/CONF.4/INF.1 | National Annual Reports |
| CCW/AP.II/CONF.4/INF.2 | Liste des participants |
| CCW/AP.II/CONF.4/CRP.1 | Draft Procedural Report of the Fourth Annual Conference of the States Parties to Amended Protocol II to the Convention on Prohibitions or Restrictions of Certain Conventional Weapons which may be deemed to be Excessively Injurious or to have Indiscriminate Effects |
| CCW/AP.II/CONF.4/CRP.2 | Appel lancé par les États parties au Protocole II modifié, annexé à la Convention sur certaines armes classiques, à l'occasion de leur quatrième Conférence annuelle (Projet) |
| CCW/AP.II/CONF.4/CRP.3 | Liste des États qui ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole II modifié, annexé à la Convention sur certaines armes classiques |
| CCW/AP.II/CONF.4/MISC.1 | Liste provisoire des participants |

Annexe VII

LISTE DES ÉTATS QUI ONT NOTIFIÉ AU DÉPOSITAIRE LEUR CONSENTEMENT
À ÊTRE LIÉS PAR LE PROTOCOLE II MODIFIÉ, ANNEXÉ À LA CONVENTION
SUR CERTAINES ARMES CLASSIQUES

(au 9 décembre 2002)

- | | |
|---------------------------|--|
| 1. Afrique du Sud | 36. Jordanie |
| 2. Albanie | 37. Lettonie |
| 3. Allemagne | 38. Liechtenstein |
| 4. Argentine | 39. Lituanie |
| 5. Australie | 40. Luxembourg |
| 6. Autriche | 41. Maldives |
| 7. Bangladesh | 42. Mali |
| 8. Belgique | 43. Maroc |
| 9. Bolivie | 44. Moldova |
| 10. Bosnie-Herzégovine | 45. Monaco |
| 11. Brésil | 46. Mozambique |
| 12. Bulgarie | 47. Nauru |
| 13. Cambodge | 48. Nicaragua |
| 14. Canada | 49. Norvège |
| 15. Cap-Vert | 50. Nouvelle-Zélande |
| 16. Chine | 51. Pakistan |
| 17. Colombie | 52. Panama |
| 18. Costa Rica | 53. Pays-Bas |
| 19. Croatie | 54. Pérou |
| 20. Danemark | 55. Philippines |
| 21. Équateur | 56. Portugal |
| 22. El Salvador | 57. République de Corée |
| 23. Espagne | 58. République tchèque |
| 24. Estonie | 59. Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord |
| 25. États-Unis d'Amérique | 60. Saint-Siège |
| 26. Finlande | 61. Sénégal |
| 27. France | 62. Seychelles |
| 28. Grèce | 63. Slovaquie |
| 29. Guatemala | 64. Slovénie |
| 30. Hongrie | 65. Suède |
| 31. Inde | 66. Suisse |
| 32. Irlande | 67. Tadjikistan |
| 33. Israël | 68. Ukraine |
| 34. Italie | 69. Uruguay |
| 35. Japon | |
